

REGION BOURGOGNE-FRANCHE COMTE
DEPARTEMENT DU DOUBS


COMMUNE DE RANDEVILLERS

Captages A.E.P «la Cote» « la Pra» et « la
Vanotte »

Procédure réglementaire de protection des captages d'eau destinés à la
consommation humaine

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

**PIECE N° 2 : ARRETE PREFECTORAL PORTANT OUVERTURE
DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

 GEOLOGIE DE RECONNAISSANCE/ EAUX/ENVIRONNEMENT Etudes Conseils Aménagements CABINET REILÉ Pascal Place Courbet 25 290 ORNANS (Bureaux : Villa St Charles 7, rue Paul Dubourg - 25 720 Beure) Tel 03.81.51.89.76 Télécopie 03.81.51.27.11 Email julien.girardot@cabinetreile.fr	<i>Commune de Randevillers protection des ressources A.E.P</i>			
	Date	Chargé d'étude	Version	Phase
	12/07/2019	J. Girardot	Provisoire	Enquête Publique
	06/12/2021	J. Girardot	Définitive	Enquête Publique

Arrêté N° Préfecture-DCICT-BCEEP-2022- 09 - 09 - 0001

**Communauté de Communes du Pays de Sancey-Belleherbe
Communes de Randevillers et Vellevans**

**Protection des captages de la Cote, de la Vanotte et de la Pra
Mise en place des périmètres de protection
Dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine**

ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE

**Le Préfet du Doubs
Chevalier de la légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le code de l'expropriation et notamment ses articles R 112-8 et suivants ;
- VU le code de la santé publique et notamment son article L 1321-2 ;
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 215-13 et R 123-5 ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;
- VU le décret du 23 juin 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;
- VU le décret du 6 septembre 2021 portant nomination de M. Philippe PORTAL, administrateur général détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la Préfecture du Doubs ;
- VU l'arrêté n° 25-2022-07-25-0001 du 25 juillet 2022 portant délégation de signature à M. Philippe PORTAL, secrétaire général de la Préfecture du Doubs ;
- VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe, en date du 17 mars 2022, sollicitant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique en vue de la délimitation des périmètres de protection autour des captages de la Cote, de la Vanotte et de la Pra ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 22 mars 2022 ;
VU le dossier transmis en vue de l'ouverture de l'enquête susvisée ;
VU la décision en date du 1^{er} septembre 2022 du président du tribunal administratif de Besançon désignant le commissaire enquêteur ;
SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture du Doubs ;

- A R R E T E -

Article 1 : Il sera procédé **du 13 octobre 2022 à partir de 9h00 au 2 novembre 2022 jusqu'à 11h30** sur le territoire des communes de Randevillers et Vellevans, et au siège de la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe, à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en vue :

- de la délimitation des périmètres de protection autour des captages de la Cote, de la vanotte et de la Pra situés sur les commune de Randevillers et Vellevans et exploités par la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe ;
- de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Randevillers.

Article 2 : Monsieur Jean-Pierre LEHEC, retraité de la fonction publique territoriale (Conseil départemental du Territoire de Belfort), a été désigné par le président du tribunal administratif de Besançon en qualité de commissaire enquêteur.

En cas d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre LEHEC, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui, ordonnera l'interruption de l'enquête, désignera un commissaire enquêteur remplaçant et fixera la date de reprise de l'enquête. Le public sera informé de ces décisions.

Article 3 : Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés **du 13 octobre 2022 à partir de 9h00 au 2 novembre 2022 jusqu'à 11h30**, dans les mairies de Randevillers et Vellevans, et au siège de la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture, sous réserve de dispositions particulières :

- **Randevillers :**
 - **vendredi de 16h00 à 18h00.**
- **Vellevans :**
 - **lundi et mercredi de 9h00 à 11h30,**
 - **mardi, jeudi et vendredi de 14h00 à 16h00.**
- **Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe (à Sancey) :**
 - **du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.**

En outre, le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet des services de l'Etat dans le Doubs à l'adresse suivante : www.doubs.gouv.fr (Rubrique Publications légales/

Enquêtes publiques/Enquêtes publiques au titre du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique).

Un poste informatique pour la consultation du dossier, sera également mis à disposition du public à la préfecture du Doubs (Hall d'entrée – Point numérique) du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30.

Les observations pourront être consignées sur le registre ouvert à cet effet dans les mairies de Randevillers et Vellevans, ou adressées directement par écrit à la mairie de Randevillers, siège de l'enquête (7, rue de la Cote – 25 430 Randevillers) à l'attention de Monsieur Jean-Pierre LEHEC, commissaire enquêteur, qui les annexera aux registres d'enquête.

Elles pourront également être transmises par voie électronique **du 13 octobre 2022 à partir de 9h00 au 2 novembre 2022 jusqu'à 11h30** à l'adresse suivante : pref-observations-enquetes-publiques@doubs.gouv.fr (objet à rappeler obligatoirement : Captages de Randevillers et Vellevans) ou à l'aide du formulaire en ligne dédié (site internet et rubrique précités).

Elles seront consultables sur le site internet des services de l'Etat dans le Doubs (adresse et rubrique précitées).

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public dans les mairies de :

- Randevillers : vendredi 14 octobre de 15h30 à 18h00

- Vellevans : vendredi 28 octobre 2022 de 14h00 à 16h30

et au siège de la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe : mardi 18 octobre 2022 de 13h30 à 16h00

Pour se rendre dans les mairies de Randevillers et Vellevans, au siège de la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe et à la préfecture du Doubs, les mesures dites « barrières », en vigueur lors de l'enquête publique, devront être respectées afin d'éviter la propagation du virus Covid-19. Il conviendra également d'apporter son propre stylo pour déposer ses observations et propositions sur le registre d'enquête.

Article 4 : A l'expiration du délai fixé à l'article précédent, les registres d'enquête seront clos et signés par les maires de Randevillers et Vellevans, et le président de Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe et transmis dans les 24 heures au commissaire enquêteur.

Article 5 : Le commissaire enquêteur, après avoir examiné les observations consignées ou annexées aux registres d'enquête, entendu toute personne qu'il lui aura paru utile de consulter et reçu le maître d'ouvrage s'il en fait la demande, rédigera un rapport énonçant ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération projetée.

Il transmettra, dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, les registres accompagnés de son rapport énonçant ses conclusions au préfet du Doubs.

Article 6 : L'avis d'ouverture de l'enquête sera affiché huit jours au moins avant le début de celle-ci et restera affiché durant toute sa durée dans les mairies de Randevillers et de Vellefans, et publié éventuellement par tous autres procédés en usage dans ces communes. Il sera également affiché au siège de la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe.

Il sera, en outre, inséré en caractères apparents, huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département : "L'Est Républicain" et "La Terre de chez Nous".

Article 7 : Le dépôt du dossier d'enquête d'utilité publique dans les mairies de Randevillers et Vellefans et au siège de la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe sera notifié individuellement par le maître d'ouvrage ou son mandataire, sous pli recommandé avec accusé de réception, aux propriétaires et usufruitiers concernés par l'institution de servitudes, figurant au document parcellaire inséré au dossier, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par le maître d'ouvrage.

Les propriétaires et usufruitiers auxquels cette notification aura été faite, devront fournir au maître d'ouvrage les indications relatives à leur identité dans les conditions suivantes :

- Personnes physiques : nom, prénoms dans l'ordre de l'état civil, domicile, date et lieu de naissance, profession, nom du conjoint ;
- Personnes morales (sociétés, associations, syndicats, etc...) : leur dénomination, ainsi qu'il suit :
 - pour toutes les sociétés : leur forme juridique et leur siège social,
 - pour les sociétés commerciales : leur numéro d'immatriculation au registre du commerce,
 - pour les associations : leur siège, la date et le lieu de dépôt de leurs statuts, le nom et le prénom, la qualité et le pouvoir du mandataire.

A défaut de ces indications, les propriétaires et usufruitiers devront donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires et usufruitiers actuels.

Article 8 : Une copie du rapport et des conclusions rendus par le commissaire enquêteur sera adressée aux maires de Randevillers et Vellefans, au président de la Communauté de communes du Pays de Sancey-Belleherbe pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Elle sera également adressée à la présidente du Conseil Départemental du Doubs, au directeur général de l'Agence Régionale de Santé, au directeur départemental des territoires, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi qu'au président du tribunal administratif de Besançon.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur auprès de la préfecture du Doubs (Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial - Bureau de la coordination, de l'environnement et des enquêtes publiques) et sur www.doubs.gouv.fr (rubrique précitée).

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, les maires de Randevillers et Velle-vans, le président de la Communauté des communes du Pays de Sancey-Belleherbe, et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, au sous-préfet de Montbéliard, à la présidente du Conseil Départemental du Doubs, au président du tribunal administratif de Besançon, au directeur de l'Agence Régionale de Santé, au directeur départemental des territoires ainsi qu'au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Besançon, le **09 SEP. 2022**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet

Laure TROTIN

REPORT CARD